

L'Express du 13/10/2005

Plus près de Sa Majesté

par Dominique Lagarde, Ahlam Jebbar

Les cercles d'influence marocains sont tous, directement ou indirectement, connectés au Palais. Mais, depuis l'avènement de Mohammed VI, les élites se sont sensiblement renouvelées. Rajeunissement et ouverture sont les maîtres mots de cette mutation douce

C'était en avril dernier, à Fès. La circoncision du petit prince Moulay el-Hassan y fut, comme le veut la tradition, l'occasion de brillantes festivités. Mais aussi d'une véritable «guerre de cartons» au sein du microcosme... En avoir un était indispensable pour montrer que l'on était bien en cour. Si possible celui de la deuxième soirée, la première, destinée aux corps constitués, étant moins valorisante. Et mieux encore les deux... Certains exclus - à Rabat on les appelle les «goulaguisés»! - auraient même fait le déplacement, dans le seul but d'être vus au palais Jamaï ou dans un autre fleuron de l'hôtellerie fassie, histoire de faire croire qu'eux aussi en étaient. Il en est ainsi chaque fois que le roi se déplace: ils sont quelques-uns à le suivre sans y avoir été conviés, pour faire croire qu'ils font partie de sa suite...

Au-delà de l'anecdote, tous les réseaux de décideurs sont, au Maroc, directement ou indirectement, connectés au Palais. Ces cercles d'influence se sont, pour la plupart, constitués autour d'une ou plusieurs personnalités bénéficiant de la confiance du souverain. Au centre de la toile, on trouve une poignée de proches entre les proches, jeunes hommes d'affaires pour la plupart, qui sont de toutes les soirées privées comme de tous les voyages officiels et détiennent surtout le pouvoir d'introduire tel ou tel protégé auprès du souverain. Ils s'appellent Mehdi Alaoui, Khalid Cohen, Karim Chakour... Hassan Bernoussi, le directeur des investissements extérieurs, en a longtemps fait partie. Les hommes qui appartiennent à ce noyau n'ont cependant aucun rôle officiel. Le véritable premier cercle, qui réellement pèse sur les choix politiques, est constitué essentiellement par les anciens camarades du roi au Collège royal. Auxquels il faut ajouter quelques électrons libres comme le secrétaire particulier du roi, Mohamed Mounir Majidi, qui gère la fortune de la famille royale, ou encore Zoulikha Naciri, seule femme membre du cabinet royal, conseillère pour les affaires sociales. Et, surtout, Hamidou Laânigri, le patron de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Tête de Turc de la presse, il est considéré par le Palais comme un indispensable rempart contre une éventuelle déferlante islamiste. Ses prérogatives et son pouvoir ont pris de l'ampleur après les attentats du 16 mai 2003, à Casablanca.

Après ce premier cercle, il y a ce qu'un fin connaisseur des arcanes du royaume appelle le «top 100» du roi, un ensemble plus vaste dont les membres ont été choisis dans un vivier lui-même constitué de plusieurs réseaux. Tous ces cercles, dont certains se recoupent, fonctionnent selon la règle de la cooptation. Ils sont cependant plutôt ouverts, et recrutent même volontiers de nouveaux membres dès lors que ceux-ci ont le profil voulu. Car ce nouveau makhzen a ses valeurs. Les promus sont généralement des jeunes gens modernes qui ont reçu une bonne formation - les études juridiques ou commerciales sont appréciées, les diplômes acquis en Europe ou aux Etats-Unis aussi - ont fait la preuve de leurs compétences, prônent une gestion plus transparente et plus dynamique de l'économie, et affichent leur volonté de s'impliquer dans le développement du pays. Ainsi que leur désir de servir leur roi.

Le Collège royal

Le Collège royal a été créé, en 1942, par le sultan pour ses deux fils, Moulay Hassan (le futur Hassan II) et son frère cadet Moulay Abdallah (le père du Moulay Hicham). L'aîné entrait alors en 6e, le plus jeune au cours préparatoire. L'idée était de leur donner une éducation moderne, dans un établissement qui garde un caractère collectif, à l'intérieur de l'enceinte du *mechouar*. Deux classes furent donc créées et une dizaine d'«élèves d'élite» recrutés pour chacune. La tradition sera perpétuée par Hassan II, dont tous les enfants seront à leur tour scolarisés au Collège royal. Les camarades de Sidi Mohammed, qui l'accompagneront de la 6e au baccalauréat et, pour certains d'entre eux, à l'université, sont onze: quatre fils de notables et sept jeunes gens «méritants», choisis parmi les meilleurs élèves du pays, tous issus d'une région différente du royaume. Ils ont été élevés avec le roi, ils ont souvent fait les mêmes études universitaires que lui, puis débuté leur carrière professionnelle dans les dernières années du règne de Hassan II, le plus souvent au service de l'Etat.

Le ministre délégué à l'Intérieur, Fouad Ali el-Himma, est sans doute, entre tous, celui qui a aujourd'hui le plus de pouvoir. Bien plus en tout cas que ne le laisse supposer son titre! Ce proche parmi les proches - il fut le directeur de cabinet de Mohammed VI lorsque ce dernier était prince héritier - gère les dossiers les plus sensibles, notamment les questions sécuritaires et celles liées à l'organisation du champ politique. On dit de lui qu'il est l'«œil du palais» et qu'il a l'«oreille du roi». C'est un homme de l'ombre et un homme de réseaux qui a su tisser sa toile avec le souci de renouveler les élites, de promouvoir des hommes de la génération du souverain (lire ci-dessous). Discret, presque effacé, il n'a donné sa première interview - au quotidien *Al Ahdath*

Al-Maghribiya - qu'au mois d'août dernier.

D'autres anciens élèves du Collège royal sont restés très proches du roi: Rochdi Chraïbi, considéré aujourd'hui comme l'un des principaux hommes de confiance du souverain - son influence aurait été décisive, selon une partie de la presse marocaine, dans le mouvement préfectoral du mois de juin; Mohamed Yassine Mansouri, un juriste devenu en février dernier, à 43 ans, le patron de la Direction générale des études et de la documentation (DGED), les services de renseignement extérieur du Maroc, aujourd'hui perçu comme l'étoile montante du régime; Hassan Aourid, nommé wali (préfet) de la région de Meknès-Tafilalet, le 22 juin, après avoir été le porte-parole du souverain; Noureddine Bensouda, qui occupe le poste clef de directeur général des impôts; Fadel Benyaich, le plus discret d'entre eux, membre du cabinet royal, où il est notamment chargé des relations du royaume avec l'Espagne, sans doute parce qu'il est de mère espagnole.

La «génération M6»

L'un des rôles non écrits de Fouad Ali el-Himma a été de repérer, dans le secteur public comme dans le secteur privé, ceux des hommes et des femmes susceptibles de mettre en musique la politique de modernisation du royaume. Il a ainsi constitué un réseau informel, qui reste très ouvert, de quadras - la génération du roi - cooptés généralement après avoir fait la preuve de leur efficacité et de leur volonté de s'investir.

Le réveil des francs-maçons

Depuis 2000, les initiatives se multiplient chez les frères... et les sœurs

S'ils sont trop peu nombreux pour que l'on puisse les considérer comme un cercle d'influence, les francs-maçons n'en constituent pas moins au Maroc un microcosme dont le fonctionnement s'apparente à celui d'un réseau. Et la nouveauté, c'est la création en 2004 d'une loge féminine. Intitulée El-Aïn (la Source), elle regroupe 15 sœurs à Casablanca. Celles-ci sont hébergées par la Grande Loge du Maroc (GLDM) et bénéficient de relations avec la Grande Loge féminine de France. Dès qu'elles auront créé deux autres ateliers, une obédience féminine autonome devrait être constituée. Des franc-maçonnnes se retrouvent aussi dans une autre obédience, puisque le Droit humain international s'est récemment implanté, discrètement.

Contrairement à ce qui est vécu en Algérie et en Tunisie, au Maroc, la maçonnerie n'est pas clandestine. La GLDM, qui a adopté les sœurs d'El-Aïn, a été réveillée en 2000, après quinze années de mise en sommeil. Cette obédience a été créée en 1964, sous le nom de Grande Loge de l'Atlas, par sept francs-maçons marocains initiés à Lausanne par la Grande Loge Alpina, de Suisse. Aujourd'hui, la GLDM bénéficie de liens d'amitié très forts avec la Grande Loge de France mais aussi avec le Grand Orient de France, qui se sont engagés à ne pas créer d'atelier au Maroc. Le GODF, qui s'était implanté au Maghreb en 1867, n'était plus présent depuis bien longtemps. La GLDM compte désormais 80 frères dans sept ateliers basés à Rabat, Casablanca et Marrakech. Son grand maître, un consultant de 59 ans initié il y a près de trente années, a pour objectif d'intégrer une quarantaine de nouveaux frères chaque année.

A côté de la GLDM, et sans aucune relation avec elle, la Grande Loge du royaume du Maroc (GLRM) a été créée en 2000. Née sous l'impulsion de la Grande Loge nationale française, la GLRM est l'obédience dite régulière au Maroc, c'est-à-dire la seule à être reconnue par la Grande Loge unie d'Angleterre, considérée comme le Vatican de la maçonnerie mondiale. Elle se caractérise par l'obligation de croire au Grand Architecte de l'Univers, et de prêter serment sur le Coran, la Torah ou la Bible. La GLRM est surtout composée de musulmans, mais a initié également des chrétiens et des juifs. «Nous avons conservé des relations de dialogue, mais j'ai proclamé mon indépendance vis-à-vis de la GLNF, dont j'ai démissionné», confie Bouchaïb El-Kouhi, grand maître de la GLRM. Ce Marocain, qui a fait ses études d'ingénieur en France avant de créer plusieurs bureaux d'études au Maroc, initie une quinzaine de nouveaux frères chaque année, l'obédience comptant aujourd'hui au total 70 membres répartis dans cinq ateliers, à Rabat, Fès, Casablanca, El-Jadida et Marrakech. «Nous sommes bien vus des autorités», observe Bouchaïb El-Kouhi. Il est vrai que «la GLRM proclame son indéfectible fidélité et son total dévouement au roi, à sa famille et à la patrie».

Dans le domaine économique, tout d'abord, Fouad Ali el-Himma s'est entouré d'un certain nombre de dirigeants d'entreprises publiques ou privées. Plusieurs critères les caractérisent: leur âge, un niveau d'études élevé, une loyauté envers la royauté et une envie de faire «bouger les choses». En tête de liste, on trouve Aziz Akhenouch. Cet homme d'affaires, qui aime la discrétion, est à la tête du plus important groupe d'hydrocarbures du pays et possède également une quarantaine de sociétés qui couvrent différents secteurs d'activité: presse, téléphonie, franchises vestimentaires... Il est en outre président de la région Souss-Massa-Draa, dont la ville la plus importante est Agadir. Mustapha Bakkoury, un jeune commis de l'Etat qui dirige aujourd'hui la Caisse de dépôts et de gestion (CDG), appartient lui aussi à ce «club» informel. Le rôle et les missions de la CDG se sont amplifiés depuis qu'il est à sa tête. La Caisse vole souvent au secours d'entreprises en difficulté ou de projets stratégiques pour le pays qui n'ont pas trouvé acquéreur... Dans la même lignée, Tarek Sijilmassi avance d'un pas décidé. Quadra également, lauréat d'HEC Paris, il a pris les rênes du Crédit agricole il y a moins de deux ans et a déjà engrangé plusieurs succès: restructuration financière, définition de nouveaux crédits pour le

monde rural (qui représente 50% du pays), notamment pour la mécanisation, l'irrigation et la reconversion des sols. La banque, qui alors traversait une crise, a aujourd'hui regagné du terrain, au point de devenir l'une des principales institutions financières du Maroc.

Du côté des entrepreneurs privés, on trouve, parmi ceux qui comptent, Youssef Alaoui. Multicarte - génie thermique, agriculture, immobilier - il est à la tête de la Fédération interprofessionnelle du secteur avicole (Fisa). Ce qui lui a valu d'être décoré, en juillet 2004, par le roi. Il faut aussi citer Mohamed Bensalah, président de Holmarcom; Majid Tazlaoui, directeur général adjoint de la Samir - une société à laquelle le Palais attache une attention particulière - ou encore Mustapha Amhal, président d'un important groupe de distribution...

Au-delà des milieux économiques, Fouad Ali el-Himma a, par ailleurs, rapidement compris l'importance d'avoir des relais dans d'autres secteurs. Pour ce qui est des médias, deux personnalités, notamment, lui sont proches: Fayçal Laraïchi, directeur de la RTM (la première chaîne de télévision), qui a piloté la réforme de l'audiovisuel, et Samira Sitail, directrice de l'information de 2 M, la deuxième chaîne du pays, qui est repassée il y a quelques années dans le giron de l'Etat. Dans le secteur de la diplomatie, c'est Taïeb Fassi Fihri, ministre délégué aux Affaires étrangères et à la Coopération, qui symbolise la «génération M6». Ce spécialiste des relations avec l'Union européenne est souvent décrit comme un «messenger du roi». C'est lui qui est, le plus souvent, au cœur des négociations internationales. Il est proche, lui aussi, de Fouad Ali el-Himma. Tout comme son parent éloigné Fathallah Sijilmassi, le jeune ambassadeur du Maroc en France. C'est, dit-on, sur proposition du ministre délégué à l'Intérieur qu'il aurait été nommé. Toujours dans la haute fonction publique, deux walis font partie des hommes qui montent: Mounir Chraïbi, nommé en juin wali de la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz après avoir montré ses talents de gestionnaire à la tête de la Caisse nationale de sécurité sociale, et Mohamed Hassad, l'homme de la relance de Marrakech, aujourd'hui wali de la région de Tanger-Tétouan, deux villes où le roi aime séjourner. Il faut aussi ajouter Chakib Benmoussa, ex-patron des Brasseries du Maroc, devenu secrétaire général du ministère de l'Intérieur.

Un autre homme compte tout particulièrement parmi les «quadras du roi», mais lui se positionne plutôt comme un rival de Fouad Ali el-Himma: Mohamed Mounir Majidi. Surnommé «3 M», il est incontestablement, comme le ministre délégué à l'Intérieur, un pilier du régime. Titulaire d'un master de business aux Etats-Unis, il a occupé différents postes au sein de l'Omnium nord-africain (ONA), un conglomérat financier qui appartient au Palais. Il dirige aujourd'hui à la fois le secrétariat particulier du roi et la Siger, c'est-à-dire la société holding qui représente les intérêts économiques de la famille royale, dont l'ONA. Il avait l'oreille du roi pour toutes les affaires économiques... jusqu'à ce que Fouad Ali el-Himma empiète sur son terrain. Aujourd'hui, les deux hommes se livrent à une rivalité feutrée pour le pouvoir. Car ils ont un point commun: la proximité du souverain est leur raison de vivre.

Mohamed Mounir Majidi s'est donc efforcé, lui aussi, de se constituer un cercle de fidèles. L'un de ses proches est Khalid Oudghiri, PDG d'Attijari Wafa, un groupe financier fruit de la fusion de deux banques. Ce jeune homme, qui a les dents longues, a fait ses premières armes au sein de BNP Paribas. L'autre compagnon de route du patron de la Siger est Saâd Bendidi, qui lui doit en partie sa nomination à la tête de l'ONA. Nombre des chefs d'entreprise proches du ministre délégué à l'Intérieur sont, par ailleurs, ses amis. Tous savent que rien n'est figé, que celui qui est en retrait peut redevenir le favori, ou le proche d'entre les proches voir son étoile faiblir...

La toile Al Adl wal Ihsane

Une organisation islamiste aux multiples branches

Avec à sa tête le cheikh Abdessalam Yassine, figure emblématique de l'islamisme marocain depuis le début des années 1970, Al Adl wal Ihsane (Justice et bienfaisance) est la plus importante et la plus influente des associations islamistes du pays. Cette organisation, qui se réclame du soufisme, affirme vouloir islamiser la société sans violence, par l'éducation. Elle a une structure pyramidale, très hiérarchisée. L'entrée dans la confrérie est soumise à des conditions et elle implique un engagement très fort. Al Adl wal Ihsane est très présente sur le terrain caritatif et tire une large part de son influence de son activisme social. Il existe en effet au Maroc, notamment dans les quartiers populaires des grandes villes, de nombreuses associations locales qui, officiellement indépendantes, sont animées par des militants et des militantes d'Al Adl wal Ihsane. Certaines de ces associations font de l'alphabétisation, d'autres organisent des visites médicales, distribuent de l'aide aux plus pauvres, achètent des fournitures scolaires, organisent des camps de vacances, etc. A travers ces activités, les militants d'Al Adl wal Ihsane encadrent, par conséquent, toute une partie de la population urbaine et péri-urbaine. Les «frères» - c'est ainsi qu'ils s'appellent entre eux - financent leurs actions caritatives grâce aux dons de «bienfaiteurs», hommes d'affaires ou notables religieux qui leur versent leur *zakat* - l'aumône que tout bon musulman est tenu de faire aux plus pauvres. D'autres associations islamistes sont également très présentes sur ce terrain social, notamment Al Islah wal Attawhid (Réforme et unicité), dont est issu le Parti de la justice et du développement. Celui-ci a fait son entrée au Parlement en 1997- après que le Palais eut donné son feu vert. Seul autorisé, il a le monopole de la représentation du courant islamiste sur l'échiquier politique.

X et Ponts

Encouragés - grâce à une politique de hauts salaires - à rester dans l'administration, les ingénieurs marocains formés en France tiennent encore souvent le haut du pavé dans la machine étatique marocaine. Et tout particulièrement les anciens des Ponts et chaussées, qui constituent un «véritable corps», selon l'universitaire français Pierre Vermeren, auteur d'un ouvrage sur la formation des élites (1). Sur les 450 que compte le Maroc, les trois quarts sont employés dans la haute administration, un quart seulement dans le secteur privé du bâtiment. L'importance des ingénieurs des Ponts s'explique aussi parce que, jusqu'en 1985, les Marocains bénéficiaient, outre la voie normale, d'un accès particulier pour y entrer, à la suite d'une convention passée entre le ministère des Travaux publics marocain, le ministère français de l'Education nationale et l'école. Celle-ci autorisait les fonctionnaires marocains ayant un diplôme d'ingénieur et les ingénieurs d'application sortis des Travaux publics de France ou du Maroc à entrer en deuxième année. Parmi les grands commis de l'Etat diplômés des grandes écoles françaises d'ingénieurs figurent notamment l'actuel secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Chakib Benmoussa, qui est X-Ponts; Mohamed Boussaid, ministre de la Modernisation des secteurs publics, également X-Ponts et président de leur association au Maroc; le directeur de l'Agence de développement du Nord, Driss Benhima, sorti des Ponts encore; Mohamed Hassad, wali de la région de Tanger-Tétouan, après Marrakech, ancien patron de Royal Air Maroc, polytechnicien, tout comme le patron de la Caisse nationale de sécurité sociale, Mounir Chraïbi, très bien introduit dans le makhzen; le président de l'Office chérifien des phosphates, Mourad Chérif, ingénieur des Mines, de même que Saïd Ahmidouch, nommé en avril dernier à la tête de la Bourse de Casablanca. La tradition se perpétue, aujourd'hui encore, grâce notamment au poids, au sein du cabinet royal, de Meziane Belfqih, diplômé de l'Ecole française des ponts et chaussées. Lui et Mohamed Kabbaj, diplômé de la même école, également conseiller du roi jusqu'à sa nomination, le 22 juin dernier, au poste de wali de la région du Grand Casablanca, ont été, ces dernières années, presque toujours consultés lorsqu'il s'agissait de nommer le patron d'une entreprise publique ou d'un ministère «technique». Belfqih, notamment, a la réputation d'avoir «fait» plusieurs ministres. Le gouvernement actuel compte une demi-douzaine de jeunes ingénieurs formés dans les grandes écoles françaises, dont le ministre de l'Equipement et des Transports, Karim Ghellab, ou encore le ministre du Tourisme, Adil Douiri, polytechnicien.

Les anciens de Descartes

Le système de reproduction des élites passe largement au Maroc par les lycées français et, plus particulièrement, à Rabat, par le lycée Descartes. Faut-il y voir, à l'instar de l'universitaire Pierre Vermeren, l'héritage des «écoles de fils de notables» mises en place au début des années 1920 par le général Lyautey? Le lycée Descartes est, en tout cas depuis plusieurs décennies, le point de passage presque obligé des enfants des cadres supérieurs et de la bourgeoisie rabtie. L'établissement, qui a ouvert ses portes en 1963, est rattaché au ministère français de l'Education nationale. Il assure un enseignement qui va de la 6e à la terminale et offre deux classes préparatoires aux grandes écoles françaises.

De très nombreux ministres du gouvernement actuel sont passés par cette institution: Taïeb Fassi Fihri, ministre délégué aux Affaires étrangères et à la Coopération, y a obtenu son bac en 1976. Nabil Benabdallah, ministre de la Communication, en 1977, Adil Douiri, ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie sociale, en 1980 - avec mention. Saâd Hassar, directeur général des collectivités locales et personnage influent au sein du ministère de l'Intérieur, est également passé par le lycée, ainsi que Hassan Bernoussi, directeur des investissements extérieurs. Il en est de même de Samir Kheldouni Sahraoui, aujourd'hui administrateur-directeur général de la Société générale d'aménagement touristique (Sogatour), bachelier en 1976, ou encore de Driss Benhima. Ce grand commis de l'Etat, aujourd'hui à la tête de l'Agence de développement du Nord, a été plusieurs fois ministre. Il a également dirigé l'Office national de l'électricité.

Pour maintenir le lien entre tous ces responsables et les autres, moins connus, une association des anciens élèves du lycée a été créée en 1994. «Il s'agit, souligne son président, Madani Saïd, de permettre aux anciens élèves de garder le contact entre eux et de maintenir des liens avec l'établissement dans lequel ils ont passé les plus importantes années de leur vie.» «L'un de nos objectifs, ajoute-t-il, est de mettre en place un Who's Who de l'enseignement français hors métropole.» Les réceptions organisées par l'association permettent de se revoir. Et parfois de faire des affaires... Même s'ils sont parfois réticents à l'admettre, le fait d'être «un ancien de Descartes» est souvent un signe de distinction. Dans un entretien d'embauche, par exemple, c'est un «plus», surtout si l'employeur est également du même lycée. La méritocratie laisse ainsi souvent la place à la cooptation.

«Il y a toujours eu des juifs proches du pouvoir»

Auteur d'un livre sur la communauté juive du Maroc, Robert Assaraf évoque le rôle de certaines personnalités

Le Maroc ne compte plus aujourd'hui que 3 000 juifs, alors qu'ils étaient 250 000 en 1948, avant que commence une vague d'émigration massive vers Israël. La communauté, qui a toujours bénéficié de la protection de la monarchie et pu jouir de sa liberté de culte, dispose de sa propre instance, le Conseil des

communautés israélites du Maroc. Né à Rabat, fondateur et président du Centre international de recherche sur les juifs du Maroc et de l'Union mondiale du judaïsme marocain, Robert Assaraf a publié au début de cette année une volumineuse histoire des juifs du Maroc (1).

Peut-on parler d'un réseau juif au Maroc?

Non. Il n'y a jamais eu de cercle d'influence juif. Il y a toujours eu, en revanche, des personnalités juives proches du pouvoir - le conseiller du roi André Azoulay, aujourd'hui encore - ou qui, en tout cas, avaient des amis au pouvoir. David Amar par exemple, qui a longtemps été président des communautés juives du Maroc, avait ses entrées au cabinet royal et avait gagné l'amitié de Hassan II. L'actuel secrétaire général du Conseil des communautés israélites du Maroc, Serge Berdugo, était très proche de Driss Basri, ancien ministre de l'Intérieur. Cela permettait, lorsqu'il y avait un message à communiquer au nom de la communauté israélite, de le faire par leur intermédiaire.

Pourquoi les juifs marocains ont-ils été si nombreux à quitter un pays où ils étaient si bien traités?

Il y a eu, d'abord, la création de l'Etat d'Israël en 1948 et une première émigration vers Israël qui était sioniste, donc politique, mais aussi religieuse. Ensuite, il y a eu, en 1953, la déposition du sultan Sidi Mohammed Ben Youssef - le futur Mohammed V - par la France. Les juifs étaient très proches du sultan qui les avait protégés, au moment de Vichy, contre le régime de Pétain et qui était affectueux envers eux. Son départ les a inquiétés. Ensuite, le Maroc indépendant a, par la force des choses, adhéré à la Ligue arabe. Cela voulait dire que les relations avec Israël étaient coupées. On ne pouvait plus téléphoner en Israël, les visites n'étaient plus possibles... Par ailleurs, le pays et la société s'arabisaient, alors que les juifs s'étaient totalement intégrés à la culture et à la langue française pendant le protectorat. Beaucoup d'entre eux ont eu peur, moins pour eux que pour l'avenir de leurs enfants. Enfin il y a eu, en 1967 et en 1973, les guerres du Proche-Orient qui ont précipité les départs.

Y a-t-il eu une influence des juifs marocains sur la diplomatie de la monarchie au Proche-Orient?

Non. Le seul dossier sur lequel nous avons été sollicités en tant que juifs est celui du Sahara. On nous a demandé en 1981 d'intervenir auprès des organisations juives américaines pour faire du lobbying en faveur de la thèse marocaine, ce que nous avons fait. Hassan II a, au contraire, toujours eu pour principe de ne pas mêler les juifs marocains à sa diplomatie. En revanche, nous avons été quelques-uns à participer, à sa demande, à la préparation de certains événements. En 1986, alors que j'étais chargé de mission auprès du conseiller du roi Ahmed Guedira, j'ai ainsi préparé le voyage de Shimon Peres à Ifrane. Ce qui a grandement facilité le dialogue, je crois, c'est le choix qu'a fait Hassan II de permettre aux Israéliens d'origine marocaine de garder un lien avec le Maroc. En 1984, nous avons fait venir à Rabat, pour un congrès, une cinquantaine d'Israéliens d'origine marocaine, tous ministres, anciens ministres, députés ou élus locaux. Forcément, cela permet une meilleure connaissance mutuelle. Et cela a aussi joué en faveur de l'image du Maroc en Israël.

(1) **Une certaine histoire des juifs du Maroc**, par Robert Assaraf. Ed. Jean-Claude Gawsewitch, 824 p., 34 €.

Les Fassis

L'argent, la politique, la haute administration: les Fassis sont une minorité nantie, même si elle a aujourd'hui perdu de son influence. Les grandes familles originaires de Fès - devenues ensuite, pour un certain nombre d'entre elles, casablancaises - ont longtemps constitué l'élite du pays et noué avec la monarchie une alliance étroite. Au point que, selon la politologue Amina el-Messaoudi, citée il y a un an dans un dossier très complet réalisé par l'hebdomadaire *Tel quel* (2), 61,19% des ministres des différents gouvernements qui se sont succédé entre 1955 et 1985 étaient des Fassis. Le parti de l'Istiqlal, première formation politique du royaume, a été - et reste dans une certaine mesure - largement dominé par eux. La scission qui a donné naissance, en 1959, à l'Union nationale des forces populaires (UNFP) était en fait, en grande partie, un divorce entre les istiqalaliens fassis - qui ont gardé la maison mère - et les autres. Le parti de l'indépendance a bénéficié, au début du règne de Mohammed V, des faveurs de la monarchie. Tandis que les fils de l'aristocratie fassie, parce qu'ils étaient souvent les mieux formés, ont occupé les principaux postes de la haute administration. Très longtemps, pratiquement jusqu'à la fin des années Hassan II, les financiers et les hommes d'affaires fassis ont été les enfants gâtés du régime, dans un système où les contrats s'obtenaient d'abord grâce au soutien du Palais. Les choses ont évolué depuis l'avènement de Mohammed VI. Pourtant, les Fassis n'en conservent pas moins une réelle influence dans certains secteurs de l'économie, à commencer par la banque et la finance. Parmi les grandes familles, celle du fondateur de l'Istiqlal, Allal el-Fassi, occupe une place à part. La lignée, d'origine arabe, a émergé au XVIIe siècle et n'a jamais cessé d'appartenir à l'élite. L'actuel patron de l'Istiqlal et ministre d'Etat Abbas el-Fassi est le cousin et gendre du fondateur du parti. L'un de ses cousins, Taïeb Fassi Fihri, est ministre délégué aux Affaires étrangères. Et le frère de ce dernier, Ali Fassi Fihri, est à la tête de l'Onep, l'Office national de l'eau potable.

Les Bensouda sont une autre famille très ancienne qui a donné de nombreux hauts fonctionnaires. L'actuel directeur général des impôts, Nourredine Bensouda, qui fut au Collège royal l'un des condisciples du roi,

perpétue la tradition. Dans les affaires, le clan qui pèse le plus lourd est assurément celui des Benjelloun. Le patriarche, Othman Benjelloun, est le premier banquier du Maroc - il est à la tête de la BMCE Bank, la Banque marocaine du commerce extérieur, depuis sa privatisation en 1995 - et l'on trouve des Benjelloun - dont Kamal, le fils d'Othman - dans de très nombreux conseils d'administration. Le même Kamal est aussi, depuis le début de cette année, à la tête de Finance.com. Bien d'autres Fassis sont, au Maroc, des hommes qui comptent: Mohamed Berrada, plusieurs fois ministre, ancien ambassadeur à Paris, Mohamed Karim-Lamrani, trois fois Premier ministre, puis patron, jusqu'à l'an dernier, de l'Office chérifien des phosphates, Mohamed Kabbaj, l'un des plus proches conseillers du roi pour les affaires économiques, ou encore Abdelhadi Boutaleb, un très grand lettré et commis de l'Etat, aujourd'hui âgé de 82 ans, qui fut tour à tour professeur au Collège royal, ministre et président du Parlement. C'est lui qui, en 1999, avait rédigé le premier discours du trône du Mohammed VI.

Les Berbères

Longtemps, la représentation berbère, au Maroc, est restée confinée au Mouvement populaire. Pour la monarchie, qui avait encouragé la naissance de ce parti politique, fondé par Mahjoubi Aherdane, il s'agissait de contrer l'influence de l'Istiqlal et de s'assurer le contrôle des zones rurales. Aujourd'hui encore, la «famille» du Mouvement populaire reste fortement implantée dans une grande partie du pays berbère, notamment dans le Moyen Atlas. Mais, depuis la fin des années 1990, une multitude d'associations revendiquant leur berbéricité ont vu le jour, à l'initiative cette fois d'intellectuels, dans les grandes villes du Maroc (3).

Ce tissu associatif, qui constitue le mouvement amazigh, est devenu un véritable réseau. «C'est un cercle. Des différences s'expriment à l'intérieur, mais pratiquement personne ne se trouve à l'extérieur», souligne le politologue Mohamed Tozy. Il a ses journaux - comme *Le Monde amazigh* qu'anime Rachid Raha - et une instance officielle d'échanges: l'Institut royal de la culture amazighe (Ircam, www.ircam.ma). La quasi-totalité des courants de la mouvance amazighe y est, en effet, représentée. L'Institut a été créé par *dahir* royal, le 17 octobre 2001, après la remise au roi, en mars 2000, d'un manifeste berbère signé par plus de 200 personnalités. A la suite de cette démarche, un comité avait été constitué par le Palais. C'est là qu'a été imaginé l'Ircam et que ses statuts ont été élaborés. Deux intellectuels berbères ont joué au sein de ce comité un rôle clef: Mohamed Chafik, un universitaire, ancien du collège berbère d'Azrou, ex-directeur du Collège royal, auteur de nombreux ouvrages sur l'amazighité, et Hassan Aourid, ancien condisciple de Mohammed VI au Collège royal, fondateur du centre culturel Tarik ibn Ziyad, porte-parole du souverain jusqu'au 22 juin dernier, date de sa nomination comme wali de Meknès. L'Ircam, dont l'actuel recteur est le linguiste Ahmed Boukous, a un double rôle: une vocation académique et une fonction de conseil auprès du roi.

Au-delà même du mouvement amazigh, beaucoup d'intellectuels marocains revendiquent leur identité berbère. Figuraient ainsi parmi les signataires du manifeste berbère de 2000 Driss Benzekri, l'actuel président de l'Instance équité et réconciliation (IER), Driss Khrouz, directeur de la Bibliothèque nationale, ou encore l'ancien ministre Abdelhamid Zemmouri. Depuis peu, même certains dirigeants islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) n'hésitent plus à mettre en avant leur amazighité: Saadeddine el-Othmani, Abou Saïd Mokri, Lahcen Daoudi...

La berbéricité se porte bien aussi dans la vie économique. Les Berbères - les Soussis plus précisément - ont toujours été très présents dans le monde des affaires et du commerce. Au point que la quasi-totalité des présidents des chambres de commerce régionales du Maroc sont aujourd'hui originaires du Souss. Mais longtemps ils sont restés cantonnés dans des activités traditionnelles et leur «visibilité» était relativement faible. Aujourd'hui, une nouvelle génération de chefs d'entreprise émerge qui se veut aussi beaucoup plus active dans la sphère publique et entend bien peser de tout son poids à la CGEM, la Confédération générale des entreprises du Maroc. Figures de proue de ces jeunes entrepreneurs: Aziz Akhenouch, patron du groupe Akwa et président de la région d'Agadir, Mustapha Amhal, PDG du groupe Oismine, ou encore Mohamed Hassan Bensalah, à la tête d'Holmarcom.

L'ancrage populaire des zaouïas

Ces confréries religieuses n'ont plus guère d'influence politique, mais restent très fréquentées

Les zaouïas, ou confréries religieuses, existent au Maroc depuis le Xe siècle. Les premières auraient été créées par des pèlerins désireux, à leur retour de La Mecque, de fonder des centres d'enseignement religieux inspirés du soufisme, un mysticisme islamique né en Irak. Ces «pèlerins réformateurs» vont faire figure de savants, puis de saints. Au Maroc, le soufisme s'adapte pour répondre au vœu d'une population attachée à des cultes plus anciens. Les fondateurs de certaines des grandes dynasties - les Almoravides et les Almohades - sont également des fondateurs de zaouïas. A Fès, au XVIIIe siècle, ces confréries acquièrent une importance politico-religieuse considérable, au point que l'histoire de cette ville sainte est étroitement liée à celle de ces confréries qui attirent aristocrates et intellectuels. Les sultans parfois combattent leur influence, lorsqu'elles sont puissantes, et parfois cherchent à s'en faire des alliés. Elles seront ensuite, au temps de la colonisation, selon les termes mêmes d'une circulaire de 1953 émanant de la Direction de l'intérieur du protectorat français, «de bons artisans de la soumission». Au point, dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'avoir pris le

parti de la puissance coloniale contre les nationalistes et le roi Mohammed V. Tandis que ces derniers dénoncent les pratiques archaïques d'un confrérisme qui se confond de plus en plus avec le maraboutisme.

Aujourd'hui, les zaouïas ont très largement perdu leur influence politique. Elles n'en perdurent pas moins dans tout le Maroc. La plupart demeurent organisées autour d'un personnage central et sont le plus souvent matérialisées par un petit édifice abritant le corps du père fondateur. Leur nombre exact est difficile à déterminer. D'autant que certaines ont essaimé un peu partout dans le pays, tout en conservant une unité que symbolise généralement la tenue d'un *moussem* - fête religieuse - qui rassemble une fois par an tous les adeptes. On a donc, très souvent, une zaouïa mère et plusieurs dizaines de cellules, parfois géographiquement très éloignées. Ainsi, la zaouïa des Tidjaniyyine, fondée à Fès par un grand maître soufi, a des cellules dans tout le Maroc, notamment à Rabat et Casablanca, ainsi qu'en Afrique noire et en Europe.

Ces ordres religieux ont, aujourd'hui surtout, pour fonction de pérenniser une culture populaire. Ils n'en imprègnent pas moins les comportements sociaux. L'anthropologue Abdelhai Diouri s'est intéressé à ces confréries dans le cadre de recherches sur les pratiques thérapeutiques populaires. «A l'origine, dit-il, les zaouïas étaient porteuses d'un projet politique et social. Elles se sont ensuite transformées et recroquevillées sur le culte du maître à penser devenu un saint, ou plus exactement un intercesseur entre les individus et Dieu. On le sollicite, quand cela va mal ou pour que cela aille mieux, un peu dans tous les domaines: la santé, la vie sexuelle, la vie familiale ou professionnelle, etc. On est adressé à lui, souvent, par le ou la voyante locale. Et cela alors même que la notion d'intercession est contraire à l'islam, qui prône un rapport direct à Dieu.» Cette approche mystique débouche sur des rites - litanies, musique, invocations, danses extatiques parfois - qui diffèrent d'une confrérie à l'autre. Abdelhai Diouri note ainsi qu'il existe près de Nador une zaouïa, celle des Boutchichiyya, qui rassemble essentiellement des intellectuels et des membres des classes supérieures et dont les séances mystiques sont quelquefois accompagnées de musique classique.

Historiquement, c'est notamment contre les pratiques du soufisme que s'est érigée la doctrine wahhabite, qui prêche le retour à la pureté primitive de la religion. Cet antagonisme perdure. Et c'est peut-être pour cela qu'en septembre 2004 le roi Mohammed VI avait choisi de prononcer une allocution à l'occasion de la première rencontre internationale sur le soufisme, organisée à Marrakech par le ministère des Habous et des Affaires islamiques. Pour notamment rappeler le rôle passé des confréries soufies «dans le redressement de la société, la consolidation de son immunité morale dans la lutte contre les déviations et les dérasons, la prétention et l'extrémisme».

Les ex-prisonniers politiques

Le retour au Maroc, en septembre 2000, d'Abraham Serfaty, accueilli sur le tarmac de l'aéroport par plusieurs conseillers du souverain après dix-sept années de prison et huit ans d'exil, fut un geste fort: le nouveau roi entendait tourner la page des années de plomb. Des négociations s'ouvrirent peu après entre Fouad Ali el-Himma et les fondateurs du Forum vérité et justice, Driss Benzekri et Salah el-Ouadie, deux anciennes figures de l'extrême gauche, l'un et l'autre passés par les geôles de Hassan II. Le principe d'une indemnisation des victimes sera acquis, une première commission créée. Puis, en janvier 2004, un décret royal donne naissance à l'Instance équité et réconciliation (IER), chargée de faire la lumière sur les exactions commises dans le royaume depuis l'indépendance et d'en gérer le règlement extrajudiciaire. Une tâche qui sera, en principe, terminée le 30 novembre prochain. A cette date, un rapport présentant une série de recommandations destinées à renforcer et à mieux garantir les droits de l'homme sera remis au roi.

Plusieurs anciens prisonniers politiques sont étroitement associés à cette action. Près du tiers - 5 - des 17 membres du conseil de l'IER est ainsi passé par les prisons de Hassan II. Ils constituent, avec quelques militants des droits de l'homme appréciés des autorités - comme Mahjoub el-Haiba, actuel secrétaire général du Conseil consultatif des droits de l'homme - un véritable réseau proche du pouvoir ou de certains de ses représentants, qu'il s'agisse, là encore, de Fouad Ali el-Himma ou du conseiller du roi Mohamed Moatassim. L'archétype en est Driss Benzekri. Cet intellectuel, emprisonné dix-huit ans, cumule aujourd'hui les postes de président de l'IER et du CCDH. Cela lui vaut parfois des critiques de la part des défenseurs des droits de l'homme les plus radicaux. Lui est convaincu que c'est ainsi, de l'intérieur, que son action est plus efficace. Un autre responsable de l'IER, l'historien Driss el-Yazami - par ailleurs secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme - parle d'une «interaction» entre la volonté politique affichée au plus haut niveau de l'Etat en faveur des droits de l'homme et l'activisme, sur le terrain, d'un secteur associatif dans lequel s'étaient investis, depuis plusieurs années, nombre d'anciens militants de gauche ou d'extrême gauche reconvertis dans le combat pour les droits et les libertés. Agir dans un cadre officiel était, à ses yeux, une «occasion qu'il fallait saisir». Les moyens dont a été dotée l'IER - une dotation inscrite au budget de la cour royale - lui auront en tout cas permis de donner un coup d'accélérateur au débat sur les années de plomb et les droits de l'homme par le biais d'auditions publiques des victimes dans les régions, de séminaires ou d'études confiées à des chercheurs.

Les femmes d'affaires

Femmes et chefs d'entreprise: longtemps, au Maroc, cela n'allait pas de soi. Depuis cinq ans, l'Association des femmes chefs d'entreprise du Maroc (Afem) regroupe des Marocaines qui occupent un poste de décision (PDG, DG, gérantes) au sein des entreprises publiques ou privées. Objectifs: encourager la création d'entreprises par des femmes, défendre leur accès au sommet de la hiérarchie des entreprises, les inciter, comme le souligne la présidente de l'Afem, Saloua Karkri Belkeziz, «à investir les institutions à caractère économique ou les instances patronales» et à «participer aux débats économiques du pays». «Notre association a ainsi construit en peu d'années une véritable plate-forme afin de permettre aux femmes chefs d'entreprise de s'exprimer, tant sur le plan national qu'international. C'est la condition préalable indispensable pour qu'elles puissent jouer un rôle sur l'échiquier politique et économique du pays», ajoute Saloua Karkri Belkeziz. A 43 ans, elle est à la tête d'une entreprise informatique rachetée par un groupe français qui emploie 35 ingénieurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de 25 millions de dirhams (environ 2,3 millions d'euros). Son activisme en faveur de la promotion des femmes lui a valu d'être reconnue au plus haut niveau. Elle a reçu le grade de chevalier du Wissam al-Arch, qui lui a été remis par Mohammed VI, et celui de chevalier de l'ordre du Mérite, décerné par Jacques Chirac.

L'Afem est membre de la Confédération générale des entreprises du Maroc (la CGEM, l'équivalent du Medef), et c'est l'une de ses représentantes, Saïda Karim Lamrani, qui en occupe la vice-présidence. Celle-ci préside et conduit de main de maître le groupe Safari. Deux fédérations de la CGEM sont en outre présidées par des femmes, membres elles aussi de l'Afem: la Fédération des mines par Amina Benkhadra, qui dirige le Bureau de recherches et de participations minières (BRPM), et celle des industries de la mer par Khadija Doukkali, qui est à la tête d'une société privée, la Pevap.

D'une dizaine de membres à sa création, l'Afem est aujourd'hui passée à 250 membres actives, dont certaines sont à la tête d'entreprises parmi les plus prestigieuses du pays. Elles se constituent ainsi en véritable petit réseau. Certaines d'entre elles gravitent dans les plus hautes sphères politiques et économiques. Avec les encouragements du Palais.

Les conseillers du commerce extérieur de la France

Chefs d'entreprise, cadres supérieurs des plus grands groupes, prestataires de services, près d'une cinquantaine d'hommes d'affaires français résidant au Maroc exercent les fonctions de conseillers du commerce extérieur de la France. Nommés par décret par le Premier ministre français et coiffés sur place par le chef de la Mission économique de l'ambassade, ils ont pour tâche d'aider les entreprises de l'Hexagone à développer leurs activités dans le royaume, notamment grâce aux étroites relations qu'ils entretiennent avec le microcosme politico-économique marocain. «C'est un système unique au monde», souligne Jean-Claude Bouveur, président de la chambre française de commerce du Maroc. Sont-ils des agents d'influence? Il récusé le terme. Mais il reconnaît que certains de ces conseillers «sont à la tête d'entreprises qui ont un poids économique important dans le pays». Les CCE s'entraident tout naturellement: il suffit parfois de quelques coups de fil pour débloquer un dossier si l'on est bien introduit et si l'on sait à qui téléphoner. Ce sont, par exemple, les interventions conjuguées de plusieurs CCE qui ont permis au groupe Accor, après quatre ans de tergiversations, d'obtenir finalement les autorisations nécessaires à la réalisation d'un important projet à Casablanca. Marc Thépot, directeur général d'Accor Maroc, est lui-même membre des CCE. Ce sont ses hôtels qui abritent le plus souvent les rencontres, formelles ou informelles, des conseillers français. «Le Maroc, dit-il, a la chance d'attirer les plus grands groupes français. Le réseau des CCE sert souvent de base logistique à nos grands patrons quand ils sont de passage ici, comme cela a été le cas lors de la dernière visite officielle de Jacques Chirac et de la délégation d'hommes d'affaires français qui l'accompagnait.» Outre Marc Thépot, les CCE les plus influents au Maroc sont Guy Canavy, PDG de la Lydec (Lyonnaise des eaux de Casablanca), Joël Sibrac, président de la banque BMCI, ou encore Jean-Marie Schmitz, directeur général de Lafarge. Le réseau français entretient d'excellentes relations avec les autorités locales de Casablanca, la capitale économique du royaume. Les CCE sont ainsi à l'origine de la création, en juin 2004, de l'association Initiative. Celle-ci s'est fixé pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de projets de développement durable, afin d'améliorer le cadre de vie de la métropole. Elle est présidée par Guy Canavy, ses vice-présidents sont Jean-Marie Schmitz et Marc Thépot. Jean-Claude Bouveur en est également membre. 200 000 euros ont déjà été collectés auprès des grands groupes français installés au Maroc. Réfection d'une garderie, aménagement de terrains de football et de basket-ball: plusieurs projets ont été menés à bien... puis inaugurés par les autorités locales. «Une manière pour les CCE de maintenir de bons rapports avec les autorités et de s'attendre à un renvoi d'ascenseur si besoin est», confie l'un d'entre eux.

(1) *La Formation des élites marocaines et tunisiennes*, par Pierre Vermeren. La Découverte, 2002.

(2) *Tel quel* n° 124 du 24 avril 2004.

(3) *L'Express* du 27 juin 2005.